«(2) La Commission peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil et sous réserve d'une résolution affirmative du Parlement, établir des règlements en vue d'inclure, aux fins de l'emploi assurable, toute personne qui est employée ou autrement engagée dans une entreprise visée par la définition du mot «entreprise» dans la Loi de l'impôt sur le revenu.» et en renumérotant les paragraphes suivants en conséquence.

Cette motion vise à assujettir au régime les travailleurs autonomes au cas où ils le souhaiteraient.

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, permettez-moi de dire quelques mots sur la motion du député de Hamilton-Ouest (M. Alexander). Nous en avons parlé, et cette version modifiée de la motion paraît acceptable au gouvernement. Étant donné, cependant, que nous voulons modifier la motion n° 3, je voudrais, dans les quelques minutes qui restent, parler des discussions qu'on a tenues au comité sur la question de savoir s'il fallait assujettir les parlementaires au régime d'assurance-chômage. Les avis ont été nettement partagés, pour diverses raisons. Certaines estimaient qu'il fallait nous y assujettir; c'était le cas en particulier des instituteurs, qui ont dit que nous leur imposions une chose que nous n'étions pas prêts à nous imposer nous-mêmes. Une autre école de pensée a soutenu qu'en nous affiliant au régime d'assurance-chômage, nous protégerions ceux d'entre nous qui ne seront peut-être plus ici en juin prochain. J'ai réfléchi à ce problème dans l'intervalle.

Personne ne souhaite être pris en charge à la seule fin de toucher des prestations, mais la plupart des membres du comité souhaitaient cette prise en charge, afin que nous donnions l'exemple aux enseignants et à d'autres. Monsieur l'Orateur, il serait peut-être bon que vous statuiez d'abord sur l'amendement à l'article 4 que propose le député et je pourrais ensuite en présenter un autre.

M. l'Orateur suppléant: Le ministre propose-t-il un amendement à celui du député de Hamilton-Ouest (M. Alexander)?

L'hon. M. Mackasey: Cet amendement viserait le même article, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur suppléant: Je pense que le ministre devrait terminer ses remarques. Je mettrai ensuite les deux amendements aux voix simultanément.

L'hon. M. Mackasey: Cet amendement vise simplement à permettre à la Commission d'assurance-chômage de prendre en charge les députés aux Communes après les prochaines élections; cette décision pourrait être prise par voie réglementaire, si on le juge souhaitable à la suite de nouvelles consultations durant l'hiver ou pendant la prochaine session, mais rien ne garantit qu'il en sera ainsi. Il s'agirait d'ajouter à l'article l'alinéa suivant: «l'exercice d'un mandat tel que le définit le régime de pensions du Canada.»

Les parlementaires bénéficient du Régime de pensions du Canada. Le seul effet de l'amendement serait de permettre à la Commission d'assurance-chômage d'étendre le régime aux parlementaires au moyen de règlements, tout au moins à ceux d'entre nous qui ont été en fonction

[M. Alexander.]

selon la définition du Régime de pensions du Canada, si à un moment donné cela était jugé opportun.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, cela me semble une heureuse solution du problème et j'espère qu'on l'acceptera avant 4 h 30.

M. Stan Schumacher (Palliser): Monsieur l'Orateur, je me trouve dans une situation assez délicate. Comme il semble que les partis se soient mis d'accord, on comprendra, je l'espère, que je parle maintenant à titre de simple député et que je voudrais avoir la possibilité de faire inscrire au compte rendu mes vues sur la question. Je tiens compte de l'intention du député de Hamilton-Ouest (M. Alexander) et des autres personnes qui se sont mises d'accord sur le projet d'amendement. Ils veulent, me semble-t-il, permettre aux exploitants de petites entreprises d'être affiliés au régime, s'ils le désirent. Or, je ne crois pas que nous parvenions par ce moyen à une heureuse solution.

Nous devons comprendre notre régime de gouvernement lorsque nous examinons ces affaires. Si quelque chef d'entreprise décide qu'un certain groupe doit être inclus, une résolution sera présentée au Parlement et pourra être adoptée sans que les intéressés l'aient demandé. Nous voulons présenter un amendement qui permettra aux gens d'adhérer au régime s'ils le désirent.

Au cours des discussions sur ce projet de loi, nous avons eu des exemples de certaines catégories de personnes, notamment les enseignants, qui ne veulent pas participer au régime. Par suite des dispositions de ce projet de loi, ce sera autant moins de gens à ne pas en faire partie. Je ne vois pas comment l'application de l'amendement proposé sera de nature volontaire. Il permettra au gouvernement, moyennant une résolution, d'affilier d'autres personnes au régime, même contre leur gré, et elles seront incapables de se défendre. Si certains veulent en faire partie, ils devraient sûrement avoir ce privilège, mais ils devraient en prendre l'initiative et non le Parlement, comme cela semble être le cas en l'occurrence.

● (4.30 p.m.)

L'hon. M. Mackasey: Les remarques du député, pertinentes à mes yeux, se rapportent surtout, je pense, à l'amendement du député de Hamilton-Ouest (M. Alexander). D'après l'amendement, la Commission d'assurance-chômage peut, sur demande, considérer certaines catégories de gens qui travaillent à leur compte comme des employés aux fins de la loi—chauffeurs de taxi, coiffeurs et chefs de petites entreprises qui ont besoin de ces prestations d'assurance-chômage. L'amendement autorise la Commission d'assurance-chômage à les faire bénéficier désormais des prestations par voie de règlements, si la chose semble souhaitable. C'est ce à quoi le député songeait, je pense, c'est-à-dire que le Parlement ne devra pas être saisi à nouveau de la chose mais que si les députés la juge souhaitable, la Commission sera autorisée à trancher la question. Voilà, je pense, tout ce à quoi vise l'amendement.

M. Schumacher: Puis-je poser une question au ministre? Est-ce à dire que même si la Commission peut instituer des règlements au sujet d'une certaine catégorie de personnes, ces dernières ne seront pas obligées d'être assujetties aux règlements?